

LA FEMME EN KABYLIE

Par M. René MAUNIER.

On a fait un tableau fort sombre de l'état des femmes kabyles. Des littérateurs ont parcouru récemment la Kabylie, et ils ont répandu dans le public l'impression pénible qu'ils avaient eue à voir la femme kabyle chargée de travaux et dénuée, semble-t-il, de droits. Je veux dire ce qu'il en est, après un examen approfondi¹.

A notre jugement d'Occidentaux, la femme kabyle paraît à coup sûr maltraitée. Mais des distinctions sont à faire : selon les lieux d'abord, et aussi selon les degrés d'aisance. Le Kabyle, s'il est aisé, épargne à sa femme les tâches pénibles. Il ne lui laisse que la cuisine et le tissage, tâches toujours pareilles et à quoi beaucoup de nos femmes souhaiteraient de borner leur effort. Il ne compte pas les bijoux, et il veut que sa femme soit mieux parée que ses voisines. Car intervient ici un fait fondamental de l'existence kabyle, je veux dire un très fort esprit d'*émulation*, qui fait qu'on traite bien sa femme par orgueil. Orgueil vis-à-vis des voisins et amis ; orgueil vis-à-vis des parents de l'épouse. Ce sont là des sentiments essentiels, qui jouent dès que l'aisance le permet, et dont les femmes profitent souvent. L'honneur du Kabyle, « nif ou horma », à quoi il tient plus qu'à toute autre chose, l'intéresse à vouloir que l'on envie sa femme ; car sa femme et sa maison font son prestige. On ne comprend rien à la vie kabyle si l'on omet ce rôle de l'orgueil. Or, l'on sait bien que les Kabyles s'enrichissent à vue d'œil ; l'émigra-

1. Le but de ce tableau cursif est de définir à grands traits le statut des femmes kabyles, et de marquer les changements récents qui ont affecté ce statut.

tion accroît sans cesse leurs ressources. Ils rachètent partout maisons et terres. C'est là un changement qui agit en faveur de la femme. Chez des Kabyles enrichis, j'ai vu des femmes fort parées et fort reposées. L'épouse d'un garde champêtre, proche du Fort National, est tout à fait une « bourgeoise » férue de son rang. Et c'est ainsi d'ailleurs dans tout l'Islam. Chez le musulman fortuné, la femme ne fait rien, par point d'honneur; et elle en est, jusqu'à présent, assez contente. L'enrichissement des Kabyles profite donc aux femmes comme aux hommes.

Restent pourtant des pauvres en grand nombre. Et chez ceux-ci les choses sont tout autres. Encore faut-il distinguer le *fait* et le *droit*. En Kabylie, la coutume déborde la loi écrite. Beaucoup d'usages essentiels ne sont point inscrits dans les *Qanouns*. C'est là ce qu'on ne doit point oublier, et qui rendrait très malaisée une réforme qui serait de pur droit écrit. En Kabylie plus que partout ailleurs, il faut changer les mœurs avant que de changer les lois. Une action morale doit s'exercer à laquelle les règlements ne sauraient suppléer.

Examinons donc les *faits* avant que d'observer les *lois*. Ce qui rend pénible avant tout l'état de la femme kabyle, tout au moins de la femme pauvre, c'est la part de travail dont elle est surchargée. Elle travaille à coup sûr plus que l'homme. Le tissage et la poterie lui appartiennent, comme la mouture des grains à la main; surtout, deux fois le jour, la corvée d'eau à la fontaine souvent fort éloignée. Elle fait souvent aussi la teinture. Et son rôle est très grand dans la culture: transport des engrais, cultures potagères, arrachage et coupe des récoltes lui sont laissés volontiers. Les femmes aident les hommes à bâtir les maisons et apportent souvent les matériaux. On les voit soutenir sur leur dos de lourdes pierres. Et l'on voit aussi parfois des groupes de femmes courbées vers le sol, arrachant herbes et racines tandis qu'un homme, debout non loin de là, leur jette avec adresse des cailloux, pour ranimer leur zèle fléchissant. Elles ont, enfin, le soin des enfants jusqu'à la puberté, et l'on sait que l'allaitement dure plus longtemps que chez nous.

Dans la vie de travail, la femme est surchargée, mais dans la vie de société elle est, à notre sens, humiliée. C'est la règle en pays d'Islam ; les deux sexes vivent à part. Les hommes sont, le plus souvent, à la maison commune ou « djemaa », et s'ils mangent chez eux, c'est toujours à part de leurs femmes. Le culte et la mosquée sont aussi choses des hommes. Beaucoup de fêtes, mais non toutes, sont interdites aux femmes. Les hommes seuls, enfin, vont au marché. Les femmes sont donc séparées. C'est là un préjugé fondamental, qui est d'ordre religieux, et à quoi nous ne pouvons rien. Et, d'autre part, les femmes sont subordonnées dans la famille comme dans la cité. Elles sont sous l'autorité du père et du mari. Leur rôle politique est nul, et leur prestige inexistant. Si on les craint, parfois, pour les pouvoirs magiques qu'on leur prête, en général, on les méprise et on les tient à part. En Kabylie, comme en pays arabe, l'homme va à mulet, la femme à pied, sauf toutefois si elle est maraboute ; alors que dans l'Aurès c'est souvent le contraire, la femme est à mulet et l'homme à pied. Pour qui connaît les indigènes, c'est là le signe du rapport moral des sexes.

Et sans doute, c'est dans les *lois* que se marque le mieux l'infériorité des femmes. Elles sont en état de minorité perpétuelle ; elles tombent de la puissance du père sous celle du mari, pour revenir sous la tutelle des parents, en cas de veuvage ou divorce. Leur mariage est comme une vente, quoi qu'on l'ait, à tort, contesté. Et l'épouse adultère peut être tuée par son père et ses frères après avoir été maintes fois torturée, car l'honneur familial est en jeu. Il y a de cela des exemples récents, et c'est presque toujours en vain que nos autorités voudraient sévir. Nul Kabyle ne dénoncerait l'auteur d'un pareil meurtre, qu'on tient, au Djurjura, pour droit et pour devoir. L'enquête de justice ne peut aboutir, et c'est un conflit souvent insoluble de notre loi avec la loi cruelle des Kabyles.

Cependant, au cours du mariage, la femme garde quelque autonomie à l'endroit du mari. Le régime matrimonial est la séparation de biens. La femme a ses propriétés dont la disposition lui appartient ; elle en peut faire don à qui lui plaît. Elle possède ainsi souvent du bétail, et parfois même des immeubles. Il est, surtout, une

propriété qui lui est toujours réservée. En Kabylie, la poterie est toujours faite par des femmes, et c'est à elles seules qu'on peut l'acheter. Les voyageurs le savent bien : jamais l'homme ne peut disposer des objets fabriqués par sa femme. Si celle-ci est absente, on doit toujours l'aller quérir. On l'a dit bien souvent : la femme musulmane et la femme kabyle ont, en mariage, plus de liberté, au moins quant à leurs intérêts, que n'en a la femme chez nous.

Mais il est deux dispositions du droit kabyle qu'on a parfois jugées choquantes. L'une interdit le divorce du chef de la femme, et l'autre exclut la femme de l'hérédité.

La femme arabe peut demander le divorce en justice pour des motifs prévus par la loi musulmane. Notamment si le mari ne remplit pas les devoirs de l'état conjugal. Et, en particulier, si le mari énonce quelque injure grave à l'endroit de la femme. S'il lui dit : « Ton dos m'est comme le dos d'un mulet », elle obtiendra jugement du Qadi qui contraindra l'époux à divorcer. La femme kabyle n'a point ce droit. Victime de violences ou d'injures, elle ne peut que s'« insurger » contre l'époux en fuyant la maison conjugale, pour demander refuge à ses parents. Elle est alors à l'abri du mari, elle lui est même interdite et il ne peut plus l'approcher. C'est là l'état d'*insurrection* qui réalise un divorce de fait, mais qui ne la libère nullement en droit. Car le mari, alors, peut déclarer sa femme *thamaouk't* ; c'est-à-dire qu'il fixe à son gré une somme d'argent que doit lui payer celui qui voudrait libérer la femme en l'épousant. S'il peut faire ce versement, l'épouse est répudiée de plein droit. Sinon, elle est à charge à ses parents, et elle peut rester ainsi longtemps, car le mari met aussi haut qu'il veut le prix d'achat. Situation des plus fâcheuses, et qui n'est point du tout un règlement. Mariée en droit et séparée en fait, parfois pour de longues années, telle est la seule issue offerte à l'épouse qui veut s'émanciper. Rien sur ce point ne manifeste en Kabylie un changement quelconque des esprits. Aucune évolution n'est apparue dans la coutume, et les femmes ne songent pas à protester beaucoup jusqu'à présent¹.

1. Il y a néanmoins des symptômes récents d'un changement d'état d'esprit. Ainsi, en 1924, une femme kabyle a osé protester contre la prétention de ses parents, de la marier d'autorité à l'époux de leur choix, après répudiation par un premier mari. C'était là l'usage kabyle. Le Tribunal de Paix de Michelet a donné gain de cause à la femme en déclarant

Il en est autrement pour l'exclusion des femmes de la succession. Autrefois, la femme kabyle avait le droit successoral restreint que reconnaît aux femmes la loi musulmane. Mais, en 1748 eut lieu une assemblée de tribus dont on voit aujourd'hui à Djema Saharidj, non loin du village français de Mekla, la pierre commémorative. La femme y fut déclarée inapte à succéder. Et c'était bien dans la logique du droit familial kabyle. La parenté est agnatique. La famille se perpétue par les mâles. La vieille organisation domestique est donc mieux conservée chez les Kabyles qu'elle ne l'est chez les Arabes. L'héritage de la femme transmettrait à des non-parents les biens qu'on veut voir demeurer dans la famille. Plusieurs Qanouns kabyles mentionnent ce motif expressément. Cette idée d'un droit éminent familial sur les biens des parents en ligne masculine est celle qui explique aussi la séparation de biens entre époux, et la fréquence des unions entre cousins. C'est un principe cardinal du droit kabyle. Et c'est sur quoi, de propos bien délibéré, les Kabyles se sont séparés des Musulmans. Il y a environ cent ans qu'un marabout voulut tenter de rétablir en Kabylie la loi successorale du Coran, plus favorable aux femmes que la loi berbère. Mais il fut menacé de mort comme traître à la loi kabyle, et il dut quitter le pays. Dans une poésie du Djurjura, le mari appelle sa femme « l'Étrangère ». Elle n'est pas du même sang et c'est pourquoi elle n'hérite pas de son mari. Non plus qu'elle ne peut succéder à ses propres parents. C'est l'idée même de la famille qu'il faudrait changer chez les Kabyles, si l'on voulait réformer brusquement cette loi. Un sentiment domestique très fort, analogue à celui des Romains des anciens temps, met la femme à l'écart de toute hérédité ; et c'est ainsi chez maints autres Berbères, tels que les Beni M'Tir, les Zemmour, les Zaïan, les Ain Intift du Maroc, et les Chaouïa de l'Aurès. Pareillement chez les Bédouins du désert de Syrie.

Chez les anciens Arabes, avant la loi de Mahomet, les femmes ne succédaient point, ni non plus les parents par les femmes. Et le droit du Coran, plus favorable aux femmes, prit son origine à la

que le consentement de celle-ci était requis, pour la validité du mariage nouveau. Dès 1901, des délégués financiers kabyles avaient, on doit le dire, demandé l'abrogation de cet usage, apparenté au *lévirat* des temps anciens. Un arrêté du 13 juillet 1903 prescrivit aux administrateurs de « s'attacher » à abolir cette coutume.

Mecque, ville de commerce et de richesse, où l'ancienne loi de la famille avait perdu de sa rigueur. Chez les agriculteurs kabyles, il n'en est pas du tout ainsi. Et c'est pourquoi aussi, dans l'ancien droit français rustique, l'exclusion des filles fut longtemps de règle. Il n'y a pas longtemps qu'en Provence et en Corse, la fille mariée et dotée renonçait à sa part de succession, comme on le voit maintenant en Syrie. Le père qui n'avait pas de fils préférait laisser son bien à des étrangers ou à des couvents, plutôt que de le transmettre à sa fille.

En Kabylie, la femme a pour seul droit celui à l'entretien, ainsi que de rester jusqu'à sa mort dans la maison de son mari. Tempérament qu'on peut juger insuffisant, mais qui indique la nature vraie de l'exclusion des femmes dans les successions. Elle tient moins à leur mépris qu'au sentiment très accusé de la famille et de la parenté. Au pays de Moab, le fils qui quitte la maison, est lui-même déshérité. C'est là qu'est le motif réel de l'exhérédation des filles.

Les autres tempéraments, d'ailleurs, existent à cette rigueur du droit successoral. Et sur ce point, un changement paraît se dessiner.

D'abord, plusieurs *Qanouns* confèrent à la femme un *droit de jouissance* sur une part des biens de son parent défunt, même en l'absence de tout testament. Car la variété des usages locaux est fort grande en Kabylie. A Agouni-n-Tesellent, les filles du défunt qui sont veuves, et ses sœurs non mariées, ont l'usufruit du tiers des biens, en vertu, semble-t-il, de leur droit à l'entretien. A Taourirt Amran, non loin de Michelet, ce droit à l'usufruit du tiers des biens leur est ouvert si elles n'ont point d'enfants mâles. A Azeffoun, dans la région maritime, il porte sur la moitié des biens. C'est la coutume la plus favorable.

D'autre part, l'usage kabyle reconnaît parfois un *droit de tester*. A Tablabalt, on peut laisser aux filles la jouissance, mais non la propriété qui doit rester toujours le droit exclusif des parents. En l'absence d'héritiers mâles, l'usufruit peut porter sur la totalité des biens; sinon, sur une part non précisée de l'héritage. Mais l'on m'a assuré que cette faculté est quasi lettre-morte. On répugne beaucoup à en user comme étant contraire aux règles des *Qanouns*.

Pourtant, on ne saurait nier que des idées nouvelles se font jour.

Depuis tantôt quarante ans on a vu se répandre, en Kabylie, la pratique des fondations pieuses, dites *ouakf* ou *habous*, à l'effet de donner aux femmes un droit de succession. L'influence des cadis-notaires musulmans n'est à coup sûr point étrangère à cette transformation. C'est une forme d'islamisation qui a lieu aussi dans l'Aurès. On réalise ainsi une *donation d'usufruit*, qui peut porter sur la totalité des biens, et qui frappe ceux-ci d'inaliénabilité. Les biens reviennent aux héritiers mâles à la mort de la femme usufruitière. Cette pratique devient, paraît-il, plus fréquente, sans que, d'ailleurs, on en ait fait de statistique. Les tribunaux français, non sans hésitations et variations, ont reconnu ces fondations valables à titre de *ouakf* ou *habous*, et donc pour la totalité des biens si les conditions de validité sont remplies, et notamment si la destination pieuse est indiquée ; sinon, à titre de donation ou testament et dès lors seulement, pour une part des biens. Le Tribunal de Tizi Ouzou juge en ce sens. Mais on voit qu'il s'agit toujours d'un droit de *jouissance*, et non du tout d'un droit de *propriété*. Par l'usage du « ouakf », on étend l'usufruit à tous les biens ; mais on ne fait ni ne veut faire que la femme ait un droit d'hérédité proprement dit, portant sur la propriété et la disposition des biens du père ou du mari. Cela serait absolument contraire à l'esprit familial des Kabyles. S'il y a donc un changement, c'est en un sens bien limité, et avec un effet très borné.
